la procédure administrative ou dans sa décision — si, et le cas échéant dans quelle mesure, outre les qualités de carton pour boîtes pliantes Supra et Vona, la procédure concernait également les qualités Printa et Duplex KO. En effet, la Commission n'a absolument pas indiqué pour quelles raisons elle a classé ces deux qualités dans celles qui faisaient l'objet du cartel. Cette violation de son obligation de motivation constitue un vice substantiel de procédure, puisque la question du chiffre d'affaires sur lequel il faut se baser pour prononcer l'amende est décisive. En outre, cette manière d'agir porte gravement atteinte aux droits de la défense.

En résumé, la requérante estime qu'il y a donc lieu de constater que l'amende qui lui a été infligée sur la base des critères retenus par la Commission est manifestement excessive. À supposer même qu'aucun des points précités ne justifie à lui seul une diminution de l'amende, celle-ci doit en tout cas être réduite sensiblement sur le fondement d'une appréciation globale des faits.

Enfin, la requérante considère comme équitable, au total, tout au plus une condamnation à une amende légère, compte tenu du rôle mineur qu'elle a joué, et du fait que sa coopération n'a porté que sur des aspects particuliers des actes reprochés aux fabricants européens de carton. Elle estime que la somme déjà versée de 600 000 marks allemands représente en tout cas la limite maximale d'une amende raisonnable.

Recours introduit le 7 octobre 1994 par Kartonfabriek de Eendracht NV contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-311/94)

(94/C 380/36)

(Langue de procédure: l'anglais)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 7 octobre 1994 d'un recours formé contre la Commission des Communautés européennes par Kartonfabriek de Eendracht NV, représentée par M^{es} Alexandre Vandencastele, avocat, du cabinet Liedekerke, Wolters, Waelbroeck & Kirkpatrick, Bruxelles, et Gordon Boyd Buchanan Jeffrey, solicitor, du cabinet Lace Mawer, et élisant domicile à Luxembourg en l'étude de M^{es} Arendt & Medernach, 8-10, rue Mathias Hardt.

La requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler les décisions C(94) 1824 et C(94) 2135 final de la Commission des 13 et 26 juillet 1994,
- subsidiairement, réduire le montant de l'amende que lui a infligée la Commission,
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La requérante, un fabricant de carton avec intérieur gris de qualité supérieure (qualité GD uniquement) et de produits à base de papier autres que le carton, attaque la décision de la Commission, du 13 juillet 1994, prononçant des amendes pour infraction à l'article 85 du traité. Cette infraction consiste dans la participation, du milieu de l'année 1986 à avril 1991 au moins, à un accord et à une pratique concertée par lesquels les fournisseurs européens de carton ont pris part aux actes mentionnés dans la communication publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* relative à l'affaire T-295/94.

La requérante fait valoir que la Commission n'a précisé, ni dans la communication des griefs ni dans la décision, les griefs et les preuves susceptibles d'étayer les constatations générales dirigées contre elle. Il s'ensuit qu'elle n'a pas eu la possibilité de saisir exactement l'argumentation de la Commission et de se défendre efficacement.

La requérante soutient également que la Commission est incapable de fournir des preuves documentaires établissant sa participation au prétendu cartel. En réalité, elle n'a pas assisté aux réunions du «President Working Group», et n'a assisté qu'à deux réunions du «Joint Marketing Committee», en avril 1989 et en novembre 1990. Par conséquent, la Commission ne peut pas prouver la participation de la requérante au prétendu cartel avant la réunion du «Joint Marketing Committee» d'avril 1989. En outre, la Commission n'a pas établi que la «President Conference» ou le comité économique aient été impliqués dans quelque activité illégale que ce soit.

En tout état de cause, la requérante estime qu'elle a eu un comportement très différent de celui des autres producteurs. Elle a annoncé en 1987 une augmentation de prix qui différait de celle des fabricants les plus importants et n'a pas augmenté ses prix à l'époque de la prétendue initiative en matière de prix de 1988. Contrairement à la majorité des producteurs, la requérante a vu ses résultats d'exploitation s'amenuiser durant presque toute la période couverte par la décision. Elle souligne que, si les politiques de prix qu'elle a menées révèlent un alignement partiel sur la conduite de ses concurrents, cet alignement n'était dû qu'à la connaissance, acquise uniquement par le suivi de l'évolution du marché, qu'elle avait de cette conduite.

Recours introduit le 7 octobre 1994 par Cepi-Cartonboard contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-312/94)

(94/C 380/37)

(Langue de procédure: l'anglais)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 7 octobre 1994 d'un recours formé

contre la Commission des Communautés européennes par Cepi-Cartonboard (Bruxelles), représentée par M^e Denis Waelbroeck, avocat, du cabinet Liedekerke, Wolters, Waelbroeck & Kirkpatrick, Bruxelles, et élisant domicile à Luxembourg en l'étude de M^{es} Arendt & Medernach, 8-10, rue Mathias Hardt.

La requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler l'article 2 de la décision C(94) 1824 final de la Commission du 13 juillet 1994, intervenue dans la procédure «Carton», dans la mesure où:
 - sa rédaction est trop vague pour que l'on puisse connaître ses répercussions sur les futurs systèmes d'échange de données que la requérante mettra en place,
 - il interdit tout échange de données relatives à l'état actuel des entrées de commandes et des commandes en carnet, même si elles sont agrégées,
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La requérante, une association internationale de fabricants européens de carton, attaque la décision de la Commission, du 13 juillet 1994, prononçant des amendes pour infraction à l'article 85 du traité, bien qu'elle ne soit pas formellement destinataire de cette décision, dans la mesure où son article 2 adopte une position négative sur les échanges de données statistiques de la requérante elle-même. Cette infraction consiste dans la participation, du milieu de l'année 1986 à avril 1991 au moins, à un accord et à une pratique concertée par lesquels les fournisseurs européens de carton ont pris part aux actes mentionnés dans la communication publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* relative à l'affaire T-295/94.

La requérante déclare, en premier lieu, que son recours vise uniquement à préserver son droit de mettre en place à l'avenir un système d'échange de données statistiques efficace, ce que la décision interdit désormais.

Par conséquent, elle estime que l'article 2 de la décision doit être annulé dans la mesure où il s'applique non seulement aux échanges de données passés mais également aux échanges futurs; il équivaut ainsi *de facto* à une décision formelle que la Commission aurait prise à la suite de la notification par la requérante (des modifications apportées à son système d'échange d'informations), sans l'entendre préalablement ni lui fournir aucun motif satisfaisant de nature à justifier le rejet des arguments qu'elle avance dans ladite notification.

La requérante soutient également que l'article 2 précité interdit certains échanges d'informations et de statistiques qu'elle a notifiés à la Commission et qui ne semblent pas anticoncurrentiels. En dehors du fait qu'il est communément admis qu'une information complète constitue la condition nécessaire d'une concurrence parfaite et d'une répartition optimale des ressources rares de la société, ces statistiques, présentées sous forme agrégée, ne fournissent

en réalité que des données générales concernant l'évolution de la demande.

En tout état de cause, même si les statistiques relatives aux commandes en carnet et aux entrées de commandes devaient être jugées contraires à l'article 85 paragraphe 1 du traité, l'article 85 paragraphe 3 serait d'application.

Recours introduit le 7 octobre 1994 par Shell International Chemical Company contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-313/94)

(94/C 380/38)

(Langue de procédure: l'anglais)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 7 octobre 1994 d'un recours dirigé contre la Commission des Communautés européennes et formé par Shell International Chemical Company, ayant son siège social à Londres, représentée par M^c Kenneth B. Parker, QC, mandaté par M^c John W. Osborne, solicitor, du cabinet Clifford Chance, Londres, élisant domicile à Luxembourg au cabinet de M^{es} Elvinger Hoss & Prussen, 15, côte d'Eich.

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- déclarer la décision de la Commission ⁽¹⁾ nulle et non avenue dans la mesure où elle concerne la partie requérante
- ou
- annuler l'amende ou en réduire substantiellement le montant
- et
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La partie requérante soutient que les constatations d'infraction à l'article 85, retenues à son encontre, sont erronées, car fondées sur une évaluation matériellement inexacte des faits et entachées d'une erreur manifeste d'appréciation. En outre, ou subsidiairement, la partie requérante soutient que la Commission n'a pas observé les formes substantielles dans la procédure administrative au regard des règlements n° 17 du Conseil ⁽²⁾ et n° 99/63/CEE de la Commission ⁽³⁾, tant lors de l'étape ayant conduit à la décision du 21 décembre 1988, annulée par la Cour de justice le 15 juin 1994, que postérieurement. En conséquence, la partie requérante demande au Tribunal d'annuler la décision dans la mesure où elle la concerne.

Subsidiairement, même si, ce qui n'est pas le cas, la partie requérante avait enfreint l'article 85, la sévérité de l'amende qui lui a été infligée était fondée sur une évaluation matériellement inexacte de la gravité et/ou de la durée d'une pareille infraction et était en tout état de cause excessive. La